

L'Europe se met enfin d'accord: voici vos nouveaux droits quand vous prenez l'avion

■ Parmi les mesures: la fin des suppléments pour les billets enfants et davantage de transparence sur les prix.

Les négociations auront été aussi tendues que longues. Mais finalement le Parlement et les États membres se sont mis d'accord sur de nouvelles règles pour les voyages en avion depuis les aéroports européens. Les votes pour valider cet accord politique ne seraient plus qu'une formalité, nous signale-t-on.

Et c'est une bonne nouvelle pour les voyageurs: les droits des passagers sortent renforcés dans la nouvelle mouture du règlement. Au grand dam des compagnies aériennes, soutenues par les États membres, qui avaient demandé de revoir à la baisse les indemnités prévues en cas de retard ou d'annulations des vols. Le système actuel coûte cher au secteur: plus de 8 milliards d'euros ont ainsi été versés en 2025 en indemnités aux voyageurs sur le Vieux Continent. Certaines compagnies affirment même être incitées à annuler des vols plutôt qu'à les retarder.

De 250 à 600 euros d'indemnités

Dans l'autre camp, celui du Parlement européen, on a crié victoire. "Les négociateurs du Parlement ont résisté à une tentative d'affaiblir les droits des passagers aériens", nous indique-t-on. Voici donc ce que prévoit l'accord.

C'est sans doute le plus important: les voyageurs aériens conservent le droit d'être remboursés ou réacheminés et de réclamer une indemnisation "si

un vol est retardé de plus de trois heures, s'il est annulé moins de 14 jours avant le départ ou s'ils se voient refuser l'embarquement". Ces indemnités varient de 250 à 600 euros en fonction de la distance du vol. Notons que l'accord garde la notion de "circonstances extraordinaires" (guerre, mauvaise météo, etc.) qui permettent aux compagnies de se dédouaner de ces indemnités.

Dans les cas de vols plus longs, les transporteurs aériens ont aussi la possibilité de réduire l'indemnisation de 50 % si les passagers se voient proposer un réacheminement vers leur destination finale ou si le retard à l'arrivée ne dépasse pas 4 heures.

Un processus plus clair et rapide

Dans tous les cas, les compagnies ont l'obligation de prendre en charge les passagers bloqués (rafraîchissements, repas, hébergement si nécessaire avec 3 nuits maximum).

Les eurodéputés ont aussi voulu mettre fin à l'un des grands problèmes du système actuel: son manque de transparence. Les compagnies devront désormais fournir, dans les quatre jours et par voie électronique, aux passagers confrontés à des perturbations de voyage des instructions claires sur la manière de présenter une demande d'indemnisation. Les voyageurs disposeront de neuf mois pour présenter leur demande et les compagnies aériennes auront 30 jours pour verser l'indemnisation.

Autre changement concret pour les passagers: les erreurs dans les noms lors de la réservation ne pourront plus être facturées. Une mesure attendue, alors que corriger une simple faute de frappe pouvait coûter très cher, jusqu'à 160 euros chez

certaines compagnies comme Ryanair. Les compagnies ne pourront également plus exiger des frais de siège pour les enfants de moins de 14 ans assis à côté de la personne qui les accompagne.

Les passagers handicapés et à mobilité réduite auront, quant à eux, droit à une indemnisation, à un réacheminement et à une assistance de la part des compagnies aériennes s'ils manquent un vol parce que l'aéroport ne les a pas aidés à se rendre à la porte d'embarquement à temps.

Ryanair dans le collimateur

Les compagnies devront aussi tous les jours afficher le tarif aérien incluant les bagages à main dès le début du processus de réservation. Le passager peut embarquer un petit sac ou sac à dos sans frais supplémentaires.

Notons que le Parlement n'a pas réussi à imposer l'inclusion gratuite d'un bagage cabine de 7 kg.

Les députés européens ont également garanti aux passagers le droit d'obtenir leur carte d'embarquement sous forme numérique lors de l'enregistrement, sans obligation de disposer d'un compte utilisateur ou d'une application spécifique. Là aussi, des compagnies comme Ryanair, qui impose de passer par son application pour l'enregistrement, sont visées.

La compagnie irlandaise, qui refuse depuis novembre dernier les billets imprimés, devra aussi revoir sa ligne de conduite. Dans le nouveau règlement, les passagers ne pourront plus se voir refuser l'embarquement "au motif qu'ils ont utilisé leur propre version imprimée d'une carte d'embarquement délivrée par voie numérique".

Raphaël Meulders

LA LIBRE BELGIQUE

Réactions

Les Européens plaident pour une paix rapide et durable

Les dirigeants européens participant à la réunion du G7 à Evian, en France, ont salué l'accord intervenu entre les États-Unis et l'Iran pour mettre fin au conflit qui les oppose, depuis février dernier, et s'est étendu au Moyen-Orient. Le président français Macron, le chancelier allemand Scholz, la présidente du Conseil italien. Meloni et le Premier ministre britannique Starmer ont souligné dans un communiqué commun, "qu'il s'agit d'une opportunité pour restaurer la stabilité régionale et stabiliser l'économie mondiale". Ils insistent sur le fait qu'il est "vital que les négociations détaillées soient conclues" et "l'accord mis en œuvre rapidement et globalement". Les quatre dirigeants ont également mis l'accent sur l'urgence de rétablir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz, bloqué par l'Iran. Ils ajoutent encore que "l'Iran ne doit jamais se doter de l'arme nucléaire" et se disent prêts à collaborer avec Washington, Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique à cette fin. Les sanctions contre le régime demeureront jusqu'à un "changement de comportement vérifiable et crédible" de sa part, a averti la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Les Européens réaffirment aussi leur soutien à la stabilité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, ébranlé par les attaques israéliennes contre le mouvement chiite libanais Hezbollah, allié de l'Iran. Le président du Conseil européen Antonio Costa rappelle, lui, que l'accord entre Washington et Téhéran ne doit pas amener "à nous faire oublier la situation humanitaire dramatique à Gaza et la vive préoccupation que constitue l'extension des colonies illégales (israéliennes, Ndlr) en Cisjordanie". Les leaders européens pourront discuter de ces sujets à Evian, avec le président américain Donald Trump.

Marché pétrolier

Une pénurie de pétrole évitée

Impact. Selon le consultant S&P Global, la guerre au Moyen-Orient a provoqué une réduction de l'offre mondiale de pétrole brut et de condensats de 14 millions de barils par jour. Et cela principalement en raison du blocage du détroit d'Ormuz. Cette perte représente une diminution de l'offre correspondant à plus de 13% de la consommation mondiale estimée en 2026. L'impact du conflit au Moyen-Orient sur le marché pétrolier mondial a donc été considérable. Selon certains analystes, une large pénurie a pu être évitée grâce au comportement de la Chine. Pékin a en effet profité de ses énormes stocks de pétrole pour réduire ses importations d'environ 5 millions de barils par jour, permettant à d'autres pays de s'approvisionner.

Néanmoins, les économies mondiales ne pouvaient s'appuyer éternellement sur les stocks de pétrole. C'est dans ce contexte tendu que la réouverture annoncée du détroit d'Ormuz a fait chuter les prix pétroliers, ce lundi. En cours de

Russie frappe un "joyau orthodoxe" de l'Ukraine à l'aube d'un sommet de

Kiev Le président ukrainien a dénoncé les frappes russes ayant endommagé une cathédrale inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco.

Vêtu d'un t-shirt et d'un pantalon noirs, le président ukrainien Volodymyr Zelensky se tient, la mine sombre, au milieu des débris du toit de la cathédrale de la Dormition, joyau orthodoxe de Kiev. Celui-ci a pris feu, après une attaque aérienne russe d'envergure sur la capitale ukrainienne. Célèbre, la cathédrale est l'une des églises que compte le complexe orthodoxe de la laure des Grottes de Kiev, inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco. Une façade de la cathédrale est éventrée, son toit partiellement détruit, et plus d'une dizaine de camions de pompiers ont été déployés sur les lieux.

"Deux drones russes ont délibérément attaqué cette partie de la ville où se trouvent la laure et le Mystetskyi Arsenal", un musée situé à proximité de ce monastère, a affirmé Volodymyr Zelensky après avoir visité le site de la cathédrale endommagée. L'Ukraine a affirmé avoir trouvé des débris d'un drone Gueran-2, un appareil de conception russe, sur le site de la laure des Grottes.

Le président ukrainien a fait état d'un premier bilan de 11 morts et 53 blessés, dont 35 à Kiev, lors des frappes russes sur le pays la nuit dernière. Moscou aurait lancé pas moins de 70 missiles et 611 drones sur le territoire de son voisin, selon l'armée de l'air ukrainienne.

Mais l'armée russe a démenti être à l'origine de cette frappe ayant partiellement détruit la cathédrale de la Dormition. "Le complexe de bâtiments de la laure des Grottes de Kiev a été touché par un missile d'un système américain Patriot. L'une des raisons du mauvais fonctionnement de ce système pourrait être dû au fait que des pays occidentaux ont fourni au régime de Kiev des missiles dont la date limite d'utilisation a expiré", a affirmé le ministère russe de la Défense, dans un communiqué. De son côté, l'Unesco a condamné la frappe attribuée à la Russie, qui "aurait causé d'importants dommages à l'extérieur comme à l'intérieur de la cathédrale de la Dormition".

Zelensky cherche du soutien au G7

Ce regain de tension survient au moment où Volodymyr Zelensky espère retrouver du soutien face à la Russie lors du sommet du G7, qui se déroule à Evian cette semaine et réunit les président français et américain et les chefs des

envers la Russie, et un soutien en particulier en matière de médiation à longue portée. Kiev espère des progrès sur les accords prévoyant des réductions dans la production de drones en échange de la fourniture d'équipement.

Le président ukrainien a aussi souligné qu'il aurait l'occasion de discuter avec le président américain Donald Trump qui oppose son pays à la Russie. Ce d'ailleurs, Volodymyr Zelensky a pu s'entretenir avec le président de la Maison-Blanche par l'occasion du 80^e anniversaire de ce dernier. "Cette conversation a été plutôt riche [...], d'anniversaire à la diplomatie, la guerre", a indiqué à la presse Dmytro Lydenko, porte-parole de la présidence ukrainienne, l'appel avait duré entre 30 et 35 minutes.

"La bonne négociation, c'est l'Ukraine et la Russie autour de la table, mais avec les Européens et les Américains qui sont là."

Emmanuel Macron
Président de la République française

Macron met la pression

Emmanuel Macron, le président de la République française, a déclaré que le sommet du G7 était une "bonne négociation" et que la Russie était "autour de la table". Il a également souligné que les Européens et les Américains jouent un rôle crucial dans la médiation entre l'Ukraine et la Russie.

Les discussions se sont jusqu'ici déroulées en médiation américaine, sans les États-Unis. Les États-Unis sont surtout intéressés par le règlement du conflit qu'ils ont initié en Iran le 28 février dernier. Les Européens ont tenté de convaincre Donald Trump de prendre une position plus équilibrée en faveur de l'Ukraine, alors que ses émissaires ont entretenu des discussions territoriales en faveur de la Russie, allant au-delà de la ligne de front.

"C'est un allié qui pensait pour la guerre en Russie il y a un an et maintenant il se trouve à nos côtés, qui ne finance pas la guerre", a rappelé le président français. Emmanuel Macron a promis, à son retour à la Maison-Blanche, de régler le conflit en 2024. "C'est un effort que les Européens peuvent faire", en matière de soutien financier et d'aide économique à l'Ukraine, a-t-il ajouté. L'objectif de la médiation, c'est "qu'on se mette d'accord

Londres annonce à son tour l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans

Si la mesure britannique s'inspire du modèle australien, le gouvernement compte aller plus loin en interdisant des « fonctionnalités nuisibles », comme la communication avec des inconnus sur des sites de jeux en ligne.

CHLOÉ GOUDEMHOFT
CORRESPONDANTE À LONDRES

Après une large consultation auprès de parents, le Royaume-Uni a décidé de suivre l'exemple de l'Australie en matière de régulation des réseaux sociaux. Les jeunes britanniques ne pourront désormais plus y avoir accès avant leurs 16 ans. Seront concernées toutes les plateformes permettant des interactions sociales, la publication de contenus et le recours aux algorithmes : Snapchat, TikTok, YouTube, Instagram, Facebook et X. En revanche, WhatsApp et Signal sont exclus de l'interdiction.

« Nous espérons faire adopter la réglementation avant Noël et mettre en application l'interdiction au début de l'année prochaine, probablement au prin-

temps », a déclaré lundi le Premier ministre travailliste, Keir Starmer.

Le gouvernement a aussi décidé d'aller plus loin que l'Australie en bloquant les « fonctionnalités nuisibles » telles que la diffusion de contenus en direct et la communication avec des inconnus sur d'autres services en ligne, comme des sites de jeux. Enfin, pour éviter une rupture drastique à 16 ans, un risque souligné par les opposants à une interdiction pure et simple, le gouvernement a décidé de faire une transition progressive des restrictions au cours de la 17^e année.

L'idée d'instaurer des couvre-feux nocturnes ou des interruptions du *scrolling* (le défilement sans fin des contenus) pour les moins de 18 ans est aussi à l'étude, et devrait faire l'objet d'une

nonces au mois de juillet.

La mesure a été accueillie avec beaucoup de soulagement par de nombreuses associations de parents et de protection de l'enfance. Mumsnet, l'un des plus grands réseaux de parentalité, a qualifié cette annonce de « moment historique » pour la sécurité des enfants en ligne, mais aussi pour tous les parents « qui se sont sentis impuissants face aux technologies addictives conçues pour maintenir leurs enfants scotchés à leurs écrans ». Les conservateurs, qui ont soutenu l'interdiction avec ardeur, ont aussi applaudi ce choix, alors que Keir Starmer lui-même s'était d'abord montré hésitant.

La mesure ne fait pas l'unanimité

En revanche, Andy Burrows, le directeur de la Molly Rose Foundation, une organisation créée après le suicide d'une Britannique de 14 ans, s'est dit inquiet. Il aurait préféré une approche rendant les plateformes plus sûres. « On peut interdire aux entreprises de réseaux sociaux de donner accès aux mineurs de moins de 16 ans ou leur de-

mander de régler les problèmes de sécurité des produits, mais on ne peut pas leur demander de faire les deux », a-t-il commenté sur la chaîne Sky News.

Le député d'extrême droite Rupert Lowe, chef du parti Restore Britain, s'est aussi prononcé : contre la mesure par opposition à un renforcement du contrôle étatique. « Laissons les parents jouer leur rôle », s'est-il exprimé sur X. Nigel Farage, chef du parti radical et anti-immigration, Reform UK, préfère quant à lui une limitation des fonctionnalités pour les enfants. « Bien que l'interdiction des réseaux sociaux soit bien intentionnée, il est peu probable qu'elle fonctionne compte tenu de l'adoption massive des VPN (réseaux privés virtuels) », a-t-il soutenu. Ce problème est déjà soulevé par l'application de la loi en Australie. Mais pour Keir Starmer, cet argument ne remet pas en cause l'utilité de la loi.

Keir Starmer lui-même s'était d'abord montré hésitant sur la mesure.

© PHOTO NEWS

><

GEN

" LE SOIR "

"Que le pétrole coule à flots!", a écrit Donald Trump sur son réseau Truth Social quelques minutes après l'annonce de l'imminent accord.

En Israël, un sentiment d'amertume et de trahison

Fanny Léonor Crouzet
Correspondante à Jérusalem

A lors que la signature d'un accord-cadre entre les États-Unis et l'Iran pour prolonger le cessez-le-feu est annoncée pour vendredi, un sentiment d'injustice plane en Israël. L'entourage du Premier ministre Benjamin Netanyahu, soutenu par la population juive du pays, refuse de cesser ses attaques au Liban, allié stratégique de Téhéran.

Sur la chaîne 12 dimanche, le journaliste israélien Barak Ravid a expliqué s'être entretenu avec le président américain Donald Trump, qui se serait laissé aller à certaines confidences. "Rabi n'a aucun putain de jugement. Je lui ai fait passer le message que je suis très mécontent", aurait pesté Trump lors de cette conversation au sujet de son allié Benjamin Netanyahu. À l'origine de ce mécontentement, une attaque israélienne menée sur Beyrouth le jour même de l'annonce d'un accord-cadre pour maintenir le cessez-le-feu avec le régime iranien en vue d'aboutir à une paix durable. Un peu plus tôt, le Hezbollah libanais avait dirigé des tirs contre Israël, sans faire de victimes.

Sans trêve au Liban, Téhéran refuse un cessez-le-feu. L'Iran a fait de l'arrêt de l'offensive israélienne au Liban une des conditions sine qua non mentionnées dans l'accord négocié avec Washington. "Le Liban et la fin de la guerre au Liban font partie intégrante de l'accord de cessez-le-feu. Le Liban est mentionné à trois reprises dans l'accord-cadre", a ainsi affirmé lundi après-midi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien.

Dans le même temps, selon un sondage de l'Institut de la démocratie en Israël (IDI), 80%

des Juifs israéliens estiment que leur gouvernement devrait poursuivre les combats contre le Hezbollah libanais, quelle que soit l'évolution de la situation vis-à-vis de l'Iran. Et tant pis si cela doit entraîner des tensions avec l'Administration américaine.

Israël doublement insatisfait

"L'Iran ne soutiendra pas le Hezbollah avec notre approbation", titrait lundi matin le journal *Israel Hayom*. Un haut responsable du gouvernement israélien y explique que refuser de voir une trêve Israël-Iran imposée par les États-Unis. "L'Iran ne continuera pas à être le protecteur du Liban avec notre accord. Netanyahu devrait également s'opposer à Trump si nécessaire pour faire valoir notre exigence de continuer à opérer au Liban", déclare-t-il.

Selon plusieurs sources proches des négociations, les États-Unis auraient accepté la demande iranienne qu'Israël mette un terme à sa guerre au Hezbollah libanais et aux Houthis yéménites. "J'admets avoir du mal à comprendre pourquoi", confiait Sima Shine, ex-cadre du Mossad et experte Iran à l'INSS, lundi lors d'une conférence de presse. "Cela confère à l'Iran le droit de décider de ce qui se passe au Liban [...] et les États-Unis permettraient ainsi à l'Iran de soutenir le Hezbollah pour qu'il reste un acteur fort de l'arène politique libanaise".

Deuxième insatisfaction majeure en Israël, le peu de détails accordé à la question de l'enrichissement d'uranium iranien. Si ce volet nucléaire devrait être débattu "dans les 60 prochains jours",

Sima Shine craint qu'à l'issue des discussions, "aucun accord ne soit trouvé".

Netanyahu face au calendrier électoral

De son côté, Benjamin Netanyahu dépend fortement du soutien de Trump pour sa campagne électorale en vue des législatives de l'automne. "Tant qu'il estimera qu'il y a des chances que Donald Trump le soutienne et se montre proactif, je pense que Netanyahu acceptera pour l'essentiel ses diktats", estime de son côté Nimrod Goren, président de l'Institut Mitvim et membre du conseil d'administration de Diplomeds. "Si le sentiment est que leur relation personnelle se détériore et que Trump ne sera plus là pour lui, alors le calcul de Netanyahu pourrait changer. Il pourrait penser qu'il aura plus à gagner en provoquant une confrontation avec les États-Unis, mais cela a un prix, notamment en matière de sécurité nationale et de diplomatie."

"Si le sentiment est que leur relation personnelle se détériore et que Trump ne sera plus là pour lui, alors le calcul de Netanyahu pourrait changer."

Nimrod Goren
Président de l'Institut Mitvim

Face à cet accord, le Premier ministre israélien se trouve donc pris dans un étau entre Donald Trump, et ses électeurs juifs qui lui enjoignent de poursuivre la guerre contre le Hezbollah. À l'échelle nationale, "certains électeurs estiment qu'il devrait se montrer plus ferme et plus agressif, tandis que le centre et la gauche israéliens considèrent qu'il faut privilégier la diplomatie plutôt que la seule puissance militaire", résume Nimrod Goren.

"Ce résultat vient étayer leur argument selon lequel il échoue dans son rôle de dirigeant et qu'un changement radical doit s'imposer en Israël", ajoute cet analyste.

LA Libre Belgique

INTERPOL

Cocaïne, véhicules et villas de luxe: trois barons belges de la drogue arrêtés au Maroc

Les autorités marocaines ont procédé lundi 8 juin à l'arrestation de onze personnes lors d'opérations simultanées menées à Marrakech et à Tanger. Parmi elles figurent trois ressortissants belges.



Rédaction

10 juin 2026 08:53



© Wikipedia

Les autorités marocaines ont procédé lundi 8 juin à l'arrestation de onze personnes lors d'opérations simultanées menées à Marrakech et à Tanger. Parmi elles figurent trois ressortissants belges d'origine marocaine recherchés pour trafic

international de stupéfiants, ainsi que six Franco-Marocains et un Néerlandais-Marocain visés par des notices rouges d'Interpol.

Coordination des forces de l'ordre

Selon le journal marocain Le 360, les opérations ont été conduites par la Sûreté nationale en coordination avec la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST). Dix des onze suspects faisaient l'objet de notices rouges émises à la demande des justices française, belge et néerlandaise.

Qui sont les belges arrêtés?

Selon le quotidien flamand HLN, parmi les Belges arrêtés figure Abdelilah El Messaoudi, surnommé "Black", considéré comme l'un des principaux barons de la drogue anversois. Ont également été interpellés Mohamed B., alias "Kikker", originaire de Hoboken, et Moraad El Kasmi, surnommé "Glamourboy", lui aussi condamné dans le dossier Makreel. Ce dernier avait pris la fuite après que son restaurant anversois avait été visé à plusieurs reprises par des tirs.

Une grosse saisie

Les perquisitions menées en parallèle ont permis la saisie de montres, véhicules et motos de luxe, de liquidités en diverses devises, de téléphones, de passeports ainsi que de doses de cocaïne. Les onze suspects ont été placés en garde à vue. Le Maroc n'extrade pas ses ressortissants, la Belgique a donc transmis ses dossiers aux autorités judiciaires marocaines afin que les prévenus soient jugés et incarcérés sur place.

BruxellesToday est désormais disponible sur mobile! Téléchargez l'app dès maintenant.

© Tous droits réservés

■ Ajouter en tant que
source préférée sur
Google

MOBILISATION / DANSAERT / BOULEVARD DU NEUVIÈME DE LIGNE, 27

Une grève des services publics prévue à Bruxelles le mardi 23 juin

Les syndicats annoncent une nouvelle mobilisation à Bruxelles après s'être déjà rassemblés à Namur le 16 juin. Il sera question de défendre les services publics qui se mettront en grève.



Rédaction

17 juin 2026 07:00



©CGSP

Des perturbations au niveau des services publics sont attendues à Bruxelles ce mardi 23 juin. Plusieurs syndicats se rassemblent pour une marche "pour la dignité humaine et la défense des services publics". Un préavis de grève a également été déposé et certains services devraient tourner au ralenti.

Pour le moment, l'étendue du mouvement et ses impacts ne sont pas encore tout à fait connus. Aucune annonce n'a été faite du côté de la SNCB. Chez Bruxelles Propreté, des perturbations sont déjà attendues pour les collectes des déchets. Les habitants ont pour consigne de tout de même sortir leur sac en fonction du calendrier. Si les collectes ne se font pas le mardi 23 juin, des tournées de rattrapage seront organisées dès le lendemain.

Rassemblement à Bruxelles

Le rendez-vous est donné le mardi 23 juin à 9h, devant le Petit Château, boulevard du Neuvième de Ligne 27, à Bruxelles. Le départ de la marche se fera à 10h. Un passage devant les ministères Intégration sociale et Santé publique, Actiris et la Cocof est prévu pour 11h, à Botanique. L'arrivée du cortège à Belliard, boulevard du Régent, sera accompagnée d'une prise de parole. Enfin, la manifestation se poursuivra jusqu'à la place de la Monnaie à 12h.

La CGSP précise qu'une indemnité de grève sera versée seulement aux affiliés présents à l'action et qui auront signé la liste des présences.

Contre les mesures d'austérité

Dans son préavis de grève, la CGSP Admi dénonce les politiques d'austérité du gouvernement Arizona. "À cette date, nous devrions célébrer la Journée internationale des Services publics. Pourtant en Belgique, à tous les niveaux de pouvoir, les services publics et leur personnel sont traités comme de vulgaires variables d'ajustement budgétaire et cibles d'attaques politiques inédites par leur ampleur et leur violence. La logique austéritaire est devenue une fin en soi", peut-on lire dans le communiqué.

Les syndicats dénoncent des "attaques" sur la sécurité sociale et sur les personnes les plus fragiles, "personnes demandeuses d'asile et-ou exilées, travailleuses et travailleurs sans emploi exclu-es du chômage, bénéficiaires d'allocations sociales, malades de longues durées..."

BruxellesToday est désormais disponible sur mobile! Téléchargez l'app dès maintenant.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

Bruxelles aura finalement son commissaire aux drogues

Boris Dilliès lance finalement le recrutement d'un commissaire régional chargé de coordonner la lutte contre le narcotrafic. Au moins de mai, il avait annoncé qu'aucun commissaire ne serait nommé à part entière.



Rédaction

17 juin 2026 09:58



Le gouvernement bruxellois revient sur sa décision et lance le recrutement d'un commissaire régional chargé de coordonner la lutte contre le narcotrafic. L'information, révélée par BRUZZ, a été confirmée mardi en commission parlementaire des Affaires intérieures.

Il y a un mois, le ministre-président Boris Dillies (MR) avait écarté l'idée d'une telle fonction, estimant qu'une coordination renforcée entre les acteurs existants suffirait, sans qu'il soit nécessaire de créer un nouveau poste. Des pressions exercées au sein de la majorité auraient, selon Bruzz, fait évoluer la position du gouvernement. La nomination figurait par ailleurs dans l'accord de coalition.

Un profil encore à définir

La procédure de sélection a été lancée cette semaine. Le gouvernement recherche un profil issu de la police, de la magistrature ou de l'administration, sur base d'un détachement. Un budget annuel de 1,5 million d'euros, intégré à la dotation de Safe.brussels, est prévu dès l'année prochaine.

Le contour exact de la fonction reste toutefois flou : missions, pouvoirs et profil ne sont pas encore arrêtés. Dillies a évoqué en commission ce mardi l'élaboration d'une "boîte à outils" pour définir le rôle du futur commissaire-détaché. "Quelqu'un devra faire le job que je ne pourrai assumer seul", a-t-il déclaré.

Le ministre-président a tenu à préciser que ce commissaire régional n'empiétera pas sur les attributions de la commissaire nationale aux drogues Ine Van Wymersch, les deux fonctions opérant à des niveaux de compétences distincts. L'objectif est de mieux articuler les actions en matière de sécurité, de prévention et de santé entre les niveaux régional, fédéral et local. Le ministre de l'Intérieur Bernard Quintin (MR), les dix-neuf bourgmestres, les chefs de corps des zones de police et le procureur du Roi Julien Moinil seront associés au dispositif.

Critiques dans l'opposition

Au sein de la coalition, la décision a été bien accueillie. Benjamin Dalle (CD&V), qui dit avoir plaidé pour cette nomination lors des négociations gouvernementales, a souligné l'importance d'une approche allant de la répression à la prévention en passant par la prise en charge.

Mais dans l'opposition, Mathias Vanden Borre (N-VA) a dénoncé un doublon coûteux avec le niveau fédéral et s'est interrogé sur la cohérence du dispositif alors que les discussions sur la fusion des zones de police sont au point mort.

Des tensions entre partenaires de majorité

La séance en commission a également été le théâtre d'un échange tendu entre le PS et le MR. La députée libérale Aline Godfrin a profité du débat pour critiquer l'attitude de l'ancien ministre-président Rudi Vervoort (PS) face à la problématique du narcotrafic. En réponse, le député socialiste Yusuf Yildiz a retourné l'argument, accusant le MR d'avoir longtemps imputé à Rudi Vervoort une responsabilité pleine et entière sur un dossier qui, les libéraux le reconnaissent aujourd'hui eux-mêmes, dépasse largement les compétences régionales.

Dillies, de son côté, a assumé sa position : “Je n'ai pas la prétention d'être plus malin que qui que ce soit”, tout en avertissant qu'il resterait en première ligne quoi qu'il arrive. “Commissaire aux drogues ou pas : je serai tenu responsable si les fusillades persistent. Je suis la cible, je l'accepte.”

BruxellesToday est désormais disponible sur mobile! Téléchargez l'app dès maintenant.

© Tous droits réservés

• Ajouter en tant que
source préférée sur
Google

ÉCHEC DES NEGOCIATIONS

De nouvelles grèves possibles à Brussels Airport suite à l'échec des négociations

Une réunion de médiation avait lieu entre la direction et les syndicats chez Aviapartner, en charge de la manutention aéroportuaire à Brussels Airport. La rencontre n'a pas abouti.



Rédaction

16 juin 2026 18:27



Image d'illustration - ©DR

Les grèves pourraient reprendre à Brussels Airport suite à l'échec de la médiation qui avait lieu ce mardi entre la direction et les syndicats chez Aviapartner, l'entreprise en charge de la manutention aéroportuaire à Brussels Airport. La rencontre n'a pas abouti. Tom Cnudde du syndicat socialiste flamand BBTK annonce

qu'une partie des employés a de nouveau débrayé, rapporte Belga. La médiation était menée au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Actions sur le tarmac

L'impact reste pour l'instant moins important que lundi. "Le service opérations est à l'arrêt à 95 %. Il s'agit des collaborateurs qui coordonnent, sur le tarmac, tout ce qui doit se passer autour de l'avion", précise Tom Cnudde. Les employés aux comptoirs d'enregistrement seraient en revanche toujours au travail. Les ouvriers chargés de la manutention des bagages poursuivent également leurs activités. La grève pourrait durer, selon l'appel des syndicats qui encouragent à la mobilisation jusqu'à ce que la direction revienne à la table.

À LIRE AUSSI

Des longues files et des retards à Brussels Airport ce lundi matin en raison d'une grève spontanée

Les syndicats indiquent que les travailleurs "ne se sentaient pas suffisamment entendus, valorisés ni impliqués". La direction a également annoncé un nouveau système de rémunération, sans concertation préalable. Lors des discussions, ils demandaient une valorisation du travail et de la sécurité.

Déjà des actions lundi

Aviapartner a déjà traversé une grève spontanée ce lundi 15 juin. Pour les voyageurs, des retards sur une soixantaine de vols au départ de Brussels Airport ont été rapportés. Les actions avaient été suspendues mardi, le temps de la médiation. L'entreprise assure l'enregistrement et l'embarquement des passagers. C'est également l'un des deux prestataires d'assistance en escale actifs à l'aéroport de Zaventem.

Les syndicats ACV, ABVV et Synova estiment qu'Aviapartner "met le dialogue social à l'épreuve". Ils déplorent que la direction "n'ait pas eu de temps pour nous aujourd'hui" et jugent qu'"une telle attitude va à l'encontre de l'esprit de la procédure de conciliation et ne contribue pas à rétablir la confiance sur le lieu de travail". Le syndicat chrétien flamand ACV indique que la direction n'a pas souhaité "entrer dans le fond du dossier aujourd'hui".

Cependant, les syndicats assurent ne pas fermer la porte aux échanges mais estiment que la direction doit en faire de même. "La responsabilité d'éviter une nouvelle escalade incombe donc aujourd'hui en grande partie à l'employeur", déclarent-ils.

BruxellesToday est désormais disponible sur mobile! Téléchargez l'app dès maintenant.

© Tous droits réservés

■ Ajouter en tant que
source préférée sur
Google